

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche  
3 Avenue des Langories  
26000 Valence

Valence, le 08/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Société COVESTRO ELASTOMERS**

46 avenue des Allobroges  
26100 Romans-Sur-Isère

Références : 20260107-RAP-DAEN0008  
Code AIOT : 0010300057

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2025 dans l'établissement COVESTRO ELASTOMERS implanté 46 avenue des Allobroges 26100 Romans-sur-Isère. L'inspection a été annoncée le 31/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COVESTRO ELASTOMERS
- 46 avenue des Allobroges 26100 Romans-sur-Isère
- Code AIOT : 0010300057
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société COVESTRO ELASTOMERS SAS est spécialisée dans la fabrication de prépolymères du polyuréthane et de machines de coulée. Elle dispose d'un laboratoire d'analyses sur site. Elle

appartient au groupe allemand COVESTRO.

Il s'agit d'une installation classée pour la protection de l'environnement actuellement soumise à autorisation et relevant du seuil haut de la directive Seveso par dépassement direct pour les rubriques 4120, 4130, 4723 et 4726.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Vieillissement (AM du 04/10/2010)
- PFAS
- Eau de surface
- SGS

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Délais
1	Étiquetage des emballages de MOCA	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	/	Demande d'action corrective	1 mois
2	FDS : Conditions opérationnelles et mesures de maîtrise des risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	15 jours
3	Porter-à-Connaissance extension	Code de l'environnement du 23/07/2024, article L. 181-14	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
14	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	/	Demande d'action corrective	1 mois
15	Rejets d'eau effluents aqueux au réseau communal sans autorisation	Arrêté Préfectoral du 22/03/2012, article 4.4.6	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
16	Fûts de déchets dangereux sans étiquetage	Arrêté Préfectoral du 22/03/2012, article 5.1.3.2	/	Demande d'action corrective	1 mois
17	Mesures d'investigation	Code de l'environnement du 02/02/1998, article 2	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
19	Porter à connaissance : projet de modernisation de production	Code de l'environnement du 23/07/2024, article L. 181-14	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) Les justificatifs relatifs à la mise en œuvre des actions correctives sont à transmettre à l'inspection **uniquement dans le cas où la demande suivante apparaît dans le tableau « Demande de justificatif à l'exploitant »**. Pour les autres demandes d'actions correctives, les justificatifs sont à tenir à la disposition de l'inspection et pourront faire l'objet d'un contrôle ultérieur.

*Les justificatifs correspondent à tout élément permettant de prouver le retour à la conformité de l'écart relevé lors de la visite (explicatifs, documents, photographies, etc).*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Exercice POI	Code de l'environnement du 25/07/2024, article R.515-100	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	1) Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1	/	Sans objet
6	2) Recensement des réservoirs soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1	/	Sans objet
7	3) Dossier des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2	/	Sans objet
8	4) Plan d'inspection des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3	/	Sans objet
9	5) Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	/	Sans objet
10	6) Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	/	Sans objet
11	7) Recensement des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	/	Sans objet
12	8) Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	/	Sans objet
13	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	/	Sans objet
18	SGS - conception et gestion des modifications	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I § 4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur la thématique du plan de modernisation des installations industrielle (PM2I). Le site ne comporte aucun équipement soumis.

La thématique des PFAS a également été abordée. La présence de trois PFAS a été détectée lors de

l'un des trois contrôles effectués sur les eaux pluviales du site sur le rejet de l'un des séparateurs. Les investigations concernant la recherche de la source de ces PFAS doivent être poursuivies et les extincteurs contenant du fluor ne doivent plus être utilisés lors des exercices.

Les suites de l'inspection précédente ont également été examinées. Des compléments sont encore attendus concernant notamment les conditions de stockage et l'étiquetage.

Enfin, l'inspection a permis d'échanger sur les dossiers de modification déposés. Des compléments sont attendus.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Étiquetage des emballages de MOCA

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 16/12/2008, article 17
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Étiquetage
<b>Prescription contrôlée :</b> Titre III - Communication des dangers au moyen de l'étiquetage Chapitre 1 - Contenu de l'étiquette Article 17 - Règles générales 1. Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants : a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs ; b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage ; c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18 ; d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19 ; e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20 ; f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21 ; g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22 ; h) s'il y a lieu, une section réservée à des informations supplémentaires conformément à l'article 25.  2. L'étiquette est rédigée dans la ou les langues officielles du ou des États membres dans lequel ou lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, sauf si le ou les États membres concerné(s) en disposent autrement. Les fournisseurs peuvent utiliser sur leurs étiquettes plus de langues que celles qui sont prescrites par les États membres, à condition que les mêmes renseignements apparaissent dans toutes les langues utilisées.
<b>Constats :</b> La fiche de données de sécurité (FDS) de la MOCA a été modifiée le 21/10/2024 (version 5.0). L'inspection a constaté que les mentions de danger et les conseils de prudence présents sur l'étiquetage des fûts de MOCA sont maintenant cohérents avec la nouvelle version de la FDS. L'étiquette est rédigée en français. L'étiquetage des flacons de 1 kg de MOCA présents au laboratoire a été examiné : – Il comporte le nom, l'adresse du ou des fournisseurs (Covestro à Romans), mais pas le numéro de téléphone. Le numéro de téléphone indiqué est celui de Covestro Deutschland AG. – Il comporte la quantité nominale de la substance dans l'emballage (1 kg) et l'identificateur de produit (n° CE). – Les pictogrammes présents sont différents de ceux de la FDS version 5.0. – Les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence ne sont pas indiqués. – La mention « Dispenser une formation spécifique des employés pour prévenir/réduire les

expositions. » n'est pas indiquée. <b>Non-conformité :</b> <b>L'étiquetage des flacons de 1 kg de MOCA n'est pas conforme à l'article 17 du règlement CLP No 1272/2008 et n'est pas cohérent avec la nouvelle version de la FDS.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant s'assure que l'étiquetage des emballages de MOCA est en cohérence avec la nouvelle version de la FDS.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 2 : FDS : Conditions opérationnelles et mesures de maîtrise des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Conditions opérationnelles et mesures de maîtrise des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 03/07/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 29/10/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ;
<b>Constats :</b> Constats issus de l'inspection du 03/07/2024 : Le stockage des fûts et des bidons de 1 kg sont entreposées dans un local fermé à clef, à l'abri de l'humidité et de la chaleur. L'entreprise dispose d'une procédure en cas de déversement de produits chimiques. Tous les opérateurs sont formés à cette procédure, et un renouvellement de la formation est en place. Les dispositifs de confinement et de nettoyage (aspirateur dédié et poubelle) en cas de dispersion accidentelle sont disponibles dans le local et à proximité du quai de chargement/déchargement. Observations : Cette procédure n'est pas affichée à proximité de l'aspirateur, alors que les consignes de sécurité doivent être tenues à jours et affichées conformément au paragraphe 7.6.5 de l'arrêté préfectoral. Les équipements de protection individuels, prévus par les procédures internes, ne sont pas localisés à proximité des dispositifs de confinement et de nettoyage. Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant affiche les consignes de sécurité en cas de fuite de MOCA dans les lieux où le déversement est susceptible d'avoir lieu.  Constats lors de l'inspection du 04/12/2025 : L'inspection a constaté que l'armoire de stockage des flacons du laboratoire n'est pas fermée à clé. <b>Non-conformité :</b> <b>Le stockage des flacons au laboratoire ne respecte pas le conseil de prudence de la FDS : P405 Garder sous clef.</b>

L'instruction COV64_I_SITE_007 « Instructions en cas de déversements accidentels de MOCA au laboratoire » est affichée au laboratoire.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant met en place une organisation permettant de s'assurer que l'armoire de stockage des flacons de MOCA reste fermée à clef.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

### N° 3 : Porter-à-Connaissance extension

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 23/07/2024, article L. 181-14
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, PAC
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 03/07/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 29/10/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.  En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.  L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.
<b>Constats :</b> Constats issus de l'inspection du 03/07/2024 : L'exploitant a déposé, le 06/11/2023, un dossier concernant un projet d'extension du bâtiment « produits finis ». Ce dossier doit être complété par les informations suivantes concernant l'échange de parcelles : <ul style="list-style-type: none"> <li>• liste mise à jour des parcelles pour mise à jour de l'arrêté préfectoral d'autorisation,</li> <li>• document attestant que COVESTRO ELASTOMERS est le propriétaire du terrain ou qu'il dispose du droit d'y réaliser son projet ou qu'une procédure est en cours ayant pour effet de lui conférer ce droit,</li> <li>• toute information concernant l'état des terrains cédés (diagnostic, historique d'occupation...) montrant l'absence d'impact de l'activité du site ou à défaut, notification de cessation d'activité.</li> </ul> Constats lors de l'inspection du 05/12/2025 : L'exploitant indique que l'échange des parcelles n'a pas encore été finalisé. Les travaux d'extension du bâtiment sont terminés. Lors de la visite, l'inspection a constaté que deux portes coupe-feu permettent de circuler entre le local « bâtiment F1 » et l'extension réalisée

<p>local « bâtiment F2 ».</p> <p>Par conséquent, contrairement à ce qui est indiqué dans le dossier de porter à connaissance, ces locaux font partie de la même IPD. Le « bâtiment F2 » doit être considéré comme une « partie nouvelle d'installation existante » conformément à la question II.1.4 du guide d'application de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 version de juin 2024.</p> <p>Le mur coupe-feu entre le bâtiment F1 et son extension F2 fait partie des dispositions constructives retenues dans la modélisation des scénarios incendie.</p> <p>L'exploitant a transmis suite à l'inspection la note de calcul des panneaux préfabriqués constituant le mur ainsi qu'une note présentant les hypothèses prises en compte concernant le dépassement latéral et vertical du mur par rapport au bâtiment F1.</p> <p>Cependant, ces éléments sont insuffisants pour attester du caractère REI 120 du mur, cette caractéristique étant également dépendante de la mise en œuvre des matériaux et du respect des hypothèses prévues en conception.</p> <p>Des éléments complémentaires sont attendus tels le plan de recollement du DOE indiquant les dépassements et le caractère coupe-feu du mur ou une attestation de bureau d'étude.</p> <p>De plus, l'exploitant doit justifier l'adéquation entre les dépassements latéraux du mur coupe-feu et la modélisation Flumilog du dossier déposé et conclure concernant un potentiel effet domino entre le bâtiment F1 et son extension F2. En cas d'effet domino, le scénario d'incendie généralisé (F1 + F2) devra être analysé.</p> <p>Pour permettre la mise à jour de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site, un plan mis à jour comportant le nom des bâtiments et la localisation des murs coupe-feu doit être transmis.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a pu constater la présence de deux cantons de désenfumage dans l'extension qui a été réalisée. Un plan est présent à proximité du boîtier de commande. Il est également possible d'actionner le désenfumage à distance.</p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>* L'exploitant complète le dossier concernant le projet d'extension du bâtiment »produits finis » avec les éléments suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• informations concernant l'état des terrains cédés (diagnostic, historique d'occupation...) montrant l'absence d'impact de l'activité du site ou à défaut, notification de cessation d'activité,</li> <li>• justification de l'adéquation entre les dépassements latéraux du mur coupe-feu entre le bâtiment F1 et son extension F2 et la modélisation Flumilog et conclusion concernant un potentiel effet domino entre le bâtiment F1 et son extension F2. En cas d'effet domino, le dossier doit être complété par l'étude du scénario d'incendie généralisé (F1 + F2),</li> <li>• plan mis à jour comportant le nom des bâtiments et la localisation des murs coupe-feu.</li> </ul> <p>* L'exploitant justifie le caractère coupe-feu du mur de séparation entre le bâtiment F1 et l'extension F2.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p> <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>
--

#### N° 4 : Exercice POI

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 25/07/2024, article R.515-100
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plans d'urgence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 03/07/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> </ul>



- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 29/11/2024

#### **Prescription contrôlée :**

I.-Afin d'atteindre les objectifs énoncés à l'article L. 515-41, le plan d'opération interne définit, notamment, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre par l'exploitant de nature à :

1° Contribuer à fournir à l'autorité compétente les informations nécessaires à l'établissement des plans d'urgence et à la détermination des mesures et des obligations incombant à l'exploitant mentionnées au III ;

2° Assurer, en ce qui concerne l'exploitant, la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.

#### **Constats :**

##### Constats issus de l'inspection du 03/07/2024 :

L'exploitant a réalisé un exercice POI le 24/02/2022, dans le cadre de l'exercice PPI des établissements COVESTRO-EXSTO.

L'exploitant a réalisé un exercice de mise à l'abri suite à alerte Framatome le 01/03/2023. L'exploitant gère la mise à l'abri suite à une alerte sur le site Framatome voisin au travers de son POI.

Cet exercice ne permet cependant pas de répondre à l'exigence de test du POI. Il convient de tester régulièrement le POI en réalisant des exercices sur des scénarios variés.

Le dernier exercice d'évacuation incendie a été réalisé le 28/06/2024.

Un exercice POI est prévu en fin d'année 2024. L'exploitant veillera à informer la DREAL de la date retenue et du scénario.

##### **Non-conformité :**

L'exploitant ne réalise pas d'exercice permettant de tester son POI à des intervalles n'excédant pas un an.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalise un exercice POI et programme régulièrement des exercices permettant de tester son POI à des intervalles n'excédant pas un an.

##### Constats lors de l'inspection du 04/12/2025 :

Un exercice a été réalisé le 04/12/2024 (scénario : départ de feu dans la déchetterie de COVESTRO). Le compte rendu a été transmis à la DREAL le 08/12/2025 suite à l'inspection.

L'exploitant a informé de la programmation d'un exercice commun avec le site EXSTO le 11/12/2025 lors de l'inspection.

**Il est de nouveau demandé à ce que la DREAL soit informée à l'avance des dates des exercices ainsi que de la thématique retenue, pour pouvoir éventuellement participer aux exercices.**

L'alerte concernant l'exercice du 11/12/2025 a bien été reçue par l'unité inter-départementale de la DREAL.

Le POI a été mis à jour suite à l'exercice du 04/12/2024, puis pour prendre en compte les modifications survenues sur le site.

**Il est rappelé que chaque mise à jour des POI doit être transmise sans délai à l'unité inter-départementale de la DREAL, en version informatique et en version papier.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

N° 5 : 1) Champ d'application démarche PMII

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1

<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Champ d'application
<b>Prescription contrôlée :</b> Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation.
<b>Constats :</b> L'exploitant a réalisé un recensement des équipements assujettis au Plan de Modernisation des Installations Industrielles (PM2I) avec l'aide de Bureau Veritas en 2019 (Réf n°7310511 - Indice 2 du 25 février 2020). Cette étude a été mise à jour en février 2025 pour prendre en compte les modifications. Ce travail a été réalisé sur la base de l'étude de dangers et le recensement des équipements (Étude Recensement des équipements assujettis au plan de modernisation des installations industrielles (PM2I) du 15/02/2025). L'exploitant a présenté la dernière version du recensement des équipements : procédure n°COV60_P_SITE002 du 25/02/2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : 2) Recensement des réservoirs soumis au PMII**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Réservoirs - recensement 04/10
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée : <ul style="list-style-type: none"> <li>- supérieure à 10 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou</li> <li>- supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou</li> <li>- supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.</li> </ul> <p>Sont exclus du champ d'application de cet article :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les réservoirs faisant l'objet d'inspections hors exploitation détaillées en application du point 29-4 de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé, et</li> <li>- les réservoirs pour lesquels une défaillance liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important lorsque l'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.</li> </ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a réalisé un recensement des réservoirs assujettis au PM2I : Le site dispose de 8 réservoirs de plus de 10 m <sup>3</sup> . Ces cuves de stockage extérieures ont une capacité de 30 m <sup>3</sup> chacune. Elles ne contiennent pas de substances, préparations ou mélanges visés par les mentions de danger H400 ou H410. Par conséquent, le site ne comporte pas de réservoir soumis à suivi PM2I. Les éléments de l'étude sont cohérents avec l'étude de dangers et l'arrêté préfectoral du site. La liste des substances présentes sur le site a été examinée lors de l'inspection. Elle est suivie par extraction automatisée depuis SAP, mise à jour avec le suivi de l'état des stocks. Cette extraction comporte un suivi sur les mentions de danger et les quantités autorisés par l'arrêté du site.

<p>En cas de modification matérielle sur site, l'exploitant réalise une analyse de risques préliminaires avec la fiche support (COV60_E_SITE003) prévue dans le manuel SGS (COV100_M_SITE001).</p> <p>Lors de l'inspection, l'exemple du projet réalisé en 2024 a été examiné. L'exploitant a présenté la fiche SITE003 du 06/02/2024, qui conclut à la nécessité de faire un dossier de porter à connaissance.</p> <p>La mise à jour de l'étude PMII a été faite suite au PAC (COV60_P_SITE002).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : 3) Dossier des réservoirs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Réservoirs – dossier 04/10
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir. (...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site ne comporte pas de réservoir soumis à suivi PM2I.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : 4) Plan d'inspection des réservoirs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Réservoirs – programme inspection 04/11
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsque l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection n'ont pas été établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, l'exploitant procède :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à une visite de routine annuelle dont le but est de constater le bon état général du bac et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible ;</li> <li>- à une inspection externe détaillée permettant de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Cette inspection est réalisée au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.</li> <li>- pour les réservoirs de plus de 100 m<sup>3</sup>, à une inspection hors exploitation détaillée du réservoir tous les dix ans (...).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site ne comporte pas de réservoir soumis à suivi PM2I.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : 5) Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Tuyauteries - recensement 04/10
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est</li> </ol>

<p>susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et</p> <p>2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m<sup>3</sup> contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou</p> <p>3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m<sup>3</sup> contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou</p> <p>4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou</p> <p>5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411,</p> <p>sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Sont exclus du champ d'application de cet article :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et</li> <li>- les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et</li> <li>- les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...)</li> </ul> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a réalisé un recensement des capacités et tuyauteries assujettis au PM2I :</p> <p>L'analyse a été réalisée à partir de la lecture des PID pour les installations existantes. Une liste des tuyauteries est réalisée dans le cadre du dernier projet de modification (encore en cours).</p> <p>Le site ne dispose pas de tuyauteries de DN supérieur ou égal à 80.</p> <p>Par conséquent, le site ne comporte pas de tuyauterie soumise à suivi PM2I.</p> <p>Les capacités actuellement présentes sur le site ont un volume inférieur à 10 m<sup>3</sup>.</p> <p>À partir de 2026, les nouveaux réacteurs seront d'un volume inférieur à 100 m<sup>3</sup> et ne contiendront pas de substances, préparations ou mélanges visés par les mentions de danger H400 ou H410.</p> <p>Par conséquent, le site ne comporte pas de capacité soumise à suivi PM2I.</p> <p>Il est à noter que des équipements sous pression soumis à suivi en service ont été identifiés dans le cadre du projet, dont certains soumis à DMS.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
--

**N° 10 : 6) Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PMII**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Tuyauteries – état initial inspections 04/10
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>(...) À l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.</p>

L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. (...)
<b>Constats :</b> Le site ne comporte pas de tuyauterie ou capacité soumise à suivi PM2I.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : 7) Recensement des ouvrages soumis au PMII**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – recensement 04/10
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants : - les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m <sup>3</sup> ; et - les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m <sup>3</sup> ; et - les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et - les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)
<b>Constats :</b> Le site ne comporte pas d'équipement soumis à suivi PM2I. Par conséquent, il ne comporte pas d'ouvrage soumis à suivi PM2I.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : 8) Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – état initial inspections 04/10
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.  À l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.
<b>Constats :</b> Le site ne comporte pas d'équipement soumis à suivi PM2I. Par conséquent, il ne comporte pas d'ouvrage soumis à suivi PM2I.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fait réaliser des analyses des PFAS sur le rejet global usine en septembre, octobre et novembre 2023. Ce rejet regroupe les effluents des bureaux et vestiaires et les eaux de refroidissement, circulant dans des doubles enveloppes.</p> <p>Aucun PFAS n'a été détecté. Les résultats ont été déclarés sur la plateforme GIDAF.</p> <p>En complément, des analyses sur les eaux pluviales susceptibles d'être polluées ont été réalisées en juin, juillet et septembre 2025.</p> <p>Trois PFAS ont été détectés en aval du séparateur d'hydrocarbures n°3 sur les eaux pluviales susceptibles d'être polluées le 22/07/2025 :</p> <p>Somme des 20 PFAS = 0,43 micro g/L - PFDA (6509) [335-76-2] = 0,15 micro g/L - PFUnA (6510) [2058-94-8] = 0,13 micro g/L - PFNS (8739) [68259-12-1] = 0,15 micro g/L</p> <p>Aucun PFAS n'avait été détecté en juin, aucun PFAS n'a été détecté en septembre. L'analyse de ces résultats figure au point de contrôle « Mesures d'investigation ».</p> <p>Les résultats ont été déclarés sur la plateforme GIDAF.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 14 : Liste des substances PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a recherché les substances PFAS pouvant être présentes sur le site. Aucune substance PFAS n'est présente dans les produits chimiques utilisés, ni produite, traitée ou rejetée, que ce soit en production ou au laboratoire. Aucune substance PFAS n'est produite par dégradation.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir balayé toutes les FDS lors de la recherche.</p> <p>Concernant les moyens de secours incendie :</p> <p>L'exploitant a contacté le fournisseur d'extincteur. Les extincteurs (eau pulvérisée et mousse) contiennent des PFAS. Ils seront remplacés aux échéances réglementaires par des extincteurs sans fluor.</p> <p>L'émulseur mis en place au nouveau bâtiment (F2) ne contient pas de PFAS. L'exploitant a présenté l'attestation d'absence de PFAS.</p> <p>L'exploitant n'a pas établi de liste indiquant les substances PFAS utilisées et les dates d'utilisation.</p>

<p>Cette liste doit comprendre les PFAS contenu dans les extincteurs et le cas échéant les PFAS identifiés suite aux investigations complémentaires à mener (cf. point de contrôle « Mesures d'investigation »)</p> <p><b>Non-conformité :</b></p> <p><b>L'exploitant n'a pas établi de liste des substances PFAS utilisées, y compris avant l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel du 20/06/2023.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit établir et tenir à jour une liste des substances PFAS utilisées, y compris avant l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel du 20/06/2023. <b>La date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées doit y être mentionnée.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 15 : Rejets d'eau effluents aqueux au réseau communal sans autorisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/03/2012, article 4.4.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Effluents aqueux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Il n'y a pas, dans les conditions normales d'exploitation de l'établissement, production d'eaux résiduaires industrielles. Si, exceptionnellement, ce type d'effluent était généré, il serait à traiter en tant que déchets, suivant les dispositions du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les eaux de lavage des sols (auto laveuses) sont rejetées dans le réseau communal, sans autorisation spéciale de déversement.</p> <p>De plus, les eaux de lavage des sols sont des eaux industrielles polluées (cf. article 4.4.1) dont le rejet est interdit au réseau communal par l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.</p> <p>Les eaux de nettoyage des pièces sont bien traitées comme déchets.</p>
<p><b>Non-conformité :</b></p> <p><b>L'exploitant rejette des eaux résiduaires industrielles dans le réseau d'assainissement communal sans autorisation.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit traiter les eaux de lavage des sols en tant que déchets, conformément aux dispositions du titre 5 de l'arrêté du 22/03/2012 relatif aux déchets.</p> <p>L'exploitant transmettra les justificatifs du traitement des prochaines eaux de lavage des sols.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 16 : Fûts de déchets dangereux sans étiquetage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/03/2012, article 5.1.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets dangereux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Stockage en emballages</p> <p>Les déchets pourront être conditionnés dans des emballages en bon état ayant servi à contenir</p>

<p>d'autres produits (matières premières notamment), sous réserve que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- il ne peut y avoir de réactions dangereuses entre le déchet et les produits ayant été contenus dans l'emballage,</li> <li>- les marques d'origine des emballages ne prêtent pas à confusion quant aux déchets contenus.</li> </ul> <p>Les déchets conditionnés en emballages devront être stockés sur des aires couvertes et ne pourront pas être gerbés sur plus de 2 hauteurs.</p> <p>Pour les déchets dangereux, l'emballage portera systématiquement des indications permettant de reconnaître lesdits déchets.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, deux fûts sans aucun étiquetage étaient stockés dans le local MOCA. Il s'agissait de fûts contenant des déchets pouvant contenir des résidus de MOCA. Un marquage adapté a été apposé avant la fin de la visite sur site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant veille à la présence systématique d'un étiquetage adapté sur les emballages de déchets dangereux.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 17 : Mesures d'investigation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 02/02/1998, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Trois PFAS ont été détectés en aval du séparateur d'hydrocarbures n°3 sur les eaux pluviales susceptibles d'être polluées le 22/07/2025 :</p> <p>Somme des 20 PFAS = 0,43 micro g/L - PFDA (6509) [335-76-2] = 0,15 micro g/L - PFUnA (6510) [2058-94-8] = 0,13 micro g/ - PFNS (8739) [68259-12-1] = 0,15 micro g/L</p> <p>Aucun PFAS n'avait été détecté en juin, aucun PFAS n'a été détecté en septembre.</p> <p>La seule source potentielle de PFAS trouvée par l'exploitant sur le site se trouve dans les extincteurs.</p> <p>Les extincteurs (eau pulvérisée et mousse) contiennent des PFAS. Ils sont utilisés pendant les formations qui ont lieu sur le parking.</p> <p>Cela pourrait expliquer la présence de PFNS, mais pas des autres PFAS.</p> <p><b>L'utilisation d'extincteur contenant du fluor lors des exercices est à proscrire.</b></p> <p><b>Non-conformité :</b></p> <p><b>L'exploitant utilise des extincteurs contenant du PFNS lors des exercices ce qui va à l'encontre de la prévention de l'émission de PFAS.</b></p> <p>Les deux autres PFAS pourraient provenir de revêtements d'étanchéification.</p> <p>Aussi, l'exploitant émet comme hypothèse, pour la source de ces PFAS, le chantier de construction qui s'est déroulé sur le site ou les travaux important de voirie et de canalisation (curage) à l'extérieur du site compte tenu du lieu de prélèvement. En effet, le déshuileur n°3 ne comporte pas de regard aval sur le site. Le prélèvement a été fait sur le regard le plus proche, à l'extérieur du</p>



<p>site.</p> <p>Les investigations doivent être poursuivies avec la recherche des PFAS qui ont pu être mis en œuvre lors des travaux sur le site.</p> <p>Il est à noter que les PFAS sont rarement mentionnés dans les FDS (pas d'obligation). Les fiches techniques doivent être consultées et les fournisseurs de produits interrogés.</p> <p>De plus, pour éviter toute émission supplémentaire, l'exploitant fait réaliser un nettoyage du séparateur n°3 et évacuer les eaux de nettoyage dans une filière de traitement adaptée.</p> <p>Un nouveau contrôle doit être fait suite au nettoyage du séparateur, au cours d'un épisode pluvieux et non en utilisant un apport d'eau.</p> <p><b>Non-conformité :</b></p> <p><b>Les actions menées par l'exploitant pour prévenir l'émission et la dissémination de PFAS doivent être poursuivies.</b></p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'exploitant ne doit plus faire d'exercice avec des extincteurs contenant du fluor.</li> <li>• L'exploitant doit poursuivre la recherche de la source des PFAS détectés.</li> <li>• L'exploitant doit faire réaliser un nettoyage du séparateur n°3 et traiter les eaux de nettoyage dans une filière adaptée.</li> <li>• L'exploitant doit faire réaliser une nouvelle analyse des eaux pluviales susceptibles d'être polluées en aval du séparateur n°3 dans les 3 mois qui suivent son nettoyage.</li> </ul> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p> <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>
---

**N° 18 : SGS - conception et gestion des modifications**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I § 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>4. Conception et gestion des modifications</p> <p>Des procédures sont mises en œuvre pour les modifications apportées aux installations et aux procédés et pour la conception de nouvelles installations ou de nouveaux procédés.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors d'un projet, l'exploitant réalise une analyse de risques préliminaire de risque. La fiche support (COV60_E_SITE003), prévue par le manuel SGS (COV100_M_SITE001) est utilisée.</p> <p>La fiche SITE003 concernant le projet de 2024, du 06/02/2024, a été présentée lors de l'inspection. Elle conclut à la nécessité d'établir un dossier de porter à connaissance.</p> <p>La mise à jour de l'étude PMII a été faite ensuite (COV60_P_SITE002).</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 19 : Porter à connaissance : projet de modernisation de production**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 23/07/2024, article L. 181-14
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, PAC
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.</p>

En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.

L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

**Constats :**

L'exploitant a transmis un porter à connaissance concernant la modernisation de l'outil de production par mail du 29/10/2024. Celui-ci n'étant pas recevable en l'état (dossier confidentiel dans sa totalité), une demande de nouvelle version a été faite par mail du 04/11/2024.

Un premier examen de complétude du dossier a été réalisé.

Le nouveau système de refroidissement va permettre un fonctionnement en continu en boucle fermée.

L'impact sur la consommation doit être détaillé pour permettre de mettre à jour les prescriptions de l'arrêté préfectoral et d'estimer les économies d'eau réalisées.

Lors de l'inspection, l'exploitant a remis une nouvelle version du dossier. Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis une version informatique à la DREAL et au guichet unique ICPE de la préfecture par mail du 08/12/2025. Un accusé de réception a été délivré le 08/12/2025 par la préfecture.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant complète le dossier concernant le projet de modernisation de l'outil de production avec les éléments suivant :

- Consommation d'eau sur le site avant projet (hors usages sanitaire : locaux administratifs et vestiaires)
- Consommation d'eau projetée à l'issue du projet (pour mise à jour de l'arrêté préfectoral d'autorisation)

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois